

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE · AFRIQUE

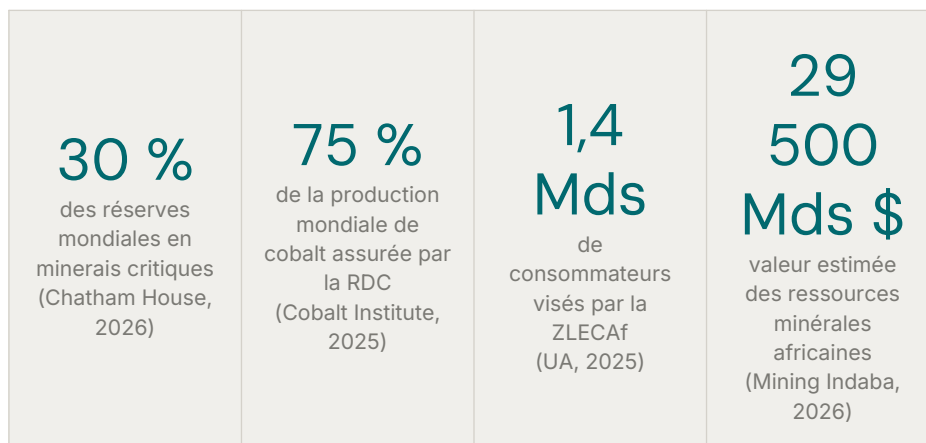
# L'Intelligence Économique en Afrique : quand l'information devient arme de souveraineté

Minerais critiques, intégration commerciale, refondation stratégique : l'Afrique se trouve à un tournant historique. Avec 30 % des réserves mondiales en minerais stratégiques, un marché continental de 1,4 milliard de consommateurs en construction et des projets industriels titanesques comme Simandou en Guinée, le continent dispose d'un levier de négociation inédit. Mais encore faut-il posséder les capacités informationnelles pour l'exploiter. C'est là qu'entre en jeu l'Intelligence Économique, discipline encore trop méconnue sur le continent, et pourtant condition de toute souveraineté durable.

Par Ahmed Omar & Timon Costa, M2 Intelligence Économique · IAE de Poitiers  
VeilleMag



Les ressources minérales de l'Afrique subsaharienne représentent environ 30 % des réserves mondiales en minerais critiques.  
© Africa Renewal / UN



## DOSSIER 1

## Minerais critiques : l'Afrique en position de force

L'Afrique subsaharienne détient environ 30 % des réserves mondiales en minerais critiques, lithium, cobalt, cuivre, platine, terres rares, indispensables à la transition énergétique mondiale.<sup>1</sup> En 2025, plus de 20 millions de véhicules électriques ont été vendus dans le monde, soit plus d'un véhicule neuf sur quatre. La demande mondiale en lithium devrait plus que doubler entre 2024 et 2030.<sup>1</sup>

La République Démocratique du Congo (RDC) concentre à elle seule près de 75 % de la production mondiale de cobalt extrait (estimée à 280 000 tonnes), ce qui en fait un acteur incontournable de toute chaîne d'approvisionnement en batteries.<sup>2</sup> L'Afrique du Sud concentre 90 % des réserves mondiales de platine. Le Zimbabwe, la Namibie, le Mali comptent parmi les producteurs émergents de lithium les plus prometteurs.

Selon Bronwen Everill, chercheuse au Princeton Writing Program et finaliste 2025 du BCA African Business Book of the Year pour Africonomics, « la richesse en minerais critiques offre aux États africains un levier de négociation économique inédit, qui remet en question les présupposés de l'ère coloniale sur la corruption et l'exploitation ».<sup>1</sup>

« La compétition mondiale n'est plus un jeu ouvert. Les nations performantes conquièrent la compétitivité par la maîtrise des leviers invisibles autant que par la force économique brute. »

Dr Beaugrain Doumogue, fondateur de STRATCO (FinacialAfrik, 2026)

La rivalité des grandes puissances pour l'accès à ces ressources témoigne de leur valeur stratégique. En 2023, les États-Unis ont investi 7,4 milliards de dollars en énergie et infrastructures en Afrique.<sup>1</sup> La même année, les investissements chinois sur l'ensemble du continent (Zambie, Zimbabwe, RDC, Mali, Nigeria) ont dépassé 21 milliards de dollars.<sup>1</sup> En février 2026, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a réuni des dizaines de pays, dont les membres du G7, pour former une « alliance stratégique pour les minerais » visant à contourner les chaînes d'approvisionnement chinoises.<sup>1</sup>

L'Intelligence Économique comme levier de souveraineté minière. Plusieurs États africains s'engagent dans une reconquête de leur souveraineté sur ces ressources. Le Burkina Faso, sous Ibrahim Traoré, a nationalisé deux mines d'or et relevé la participation gouvernementale dans toutes les mines de 10 % à 15 %. Le Mali a obtenu pour son gouvernement une part de 30 % dans l'accord conclu avec Ganfeng Lithium, en plus de 5 % réservés aux investisseurs locaux.<sup>1</sup> La RDC a créé en 2025 un Fonds d'investissement stratégique pour réduire sa dépendance à l'aide étrangère.<sup>1</sup>

Ces avancées ne seraient pas possibles sans une capacité informationnelle renforcée : comprendre les stratégies des multinationales, détecter les tentatives de captation, négocier en connaissance de cause des prix du marché mondial. L'IE n'est pas un outil annexe : c'est la condition sine qua non de la transformation d'une rente naturelle en puissance économique réelle.



Mine de cuivre et de cobalt de Tenke Fungurume, RDC, 110 km au nord-ouest de Lubumbashi. La RDC assure 75 % de la production mondiale de cobalt. © Les Échos

## DOSSIER 2

## ZLECAf : l'intégration continentale à l'épreuve de la réalité

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) est l'accord commercial le plus ambitieux que le continent n'ait jamais engagé. Ses objectifs : créer un marché unique regroupant 54 États et 1,4 milliard de consommateurs, et faire passer le commerce intra-africain de son niveau actuel (environ 16 % des échanges totaux) à plus de 34 % d'ici 2045, avec un potentiel de 81 % si les barrières non tarifaires sont réduites.<sup>3</sup>

Les simulations économiques sont éloquentes. Selon la Banque mondiale, la mise en œuvre intégrale de la ZLECAf pourrait augmenter le PIB africain de 7 %, soit 450 milliards de dollars, sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté et améliorer les revenus de 68 millions d'autres.<sup>3</sup> Les gains liés à la facilitation des échanges sont estimés à 292 milliards de dollars (Banque mondiale).



L'approche multi-track : pragmatisme ou prudence nécessaire ? Le Professeur El Hassane Hazine, ancien directeur général du Centre d'Information et de Documentation du Commerce (CIDC), défend une vision réaliste de l'intégration continentale. Tous les États n'avancent pas au même rythme, et il faut l'accepter. L'approche « multi-track » repose sur deux mécanismes complémentaires : un processus Fast Track pour les pays volontaires prêts à accélérer leurs réductions tarifaires, et une intégration fonctionnelle par projets multilatéraux sectoriels (énergie, transports, économie bleue).<sup>3</sup>

Les disparités régionales sont considérables. Le commerce intra-régional atteint 20-25 % en Afrique de l'Est, mais tombe à 5-10 % en Afrique centrale, où la probabilité de conflits reste élevée (80-90 %). L'Afrique du Nord présente le taux d'intégration le plus faible, avec seulement 3-5 % de commerce inter-régional.<sup>3</sup>

« L'intégration économique de l'Afrique repose sur une trilogie capitale : stabilité politique, logistique performante et diversification économique. »

Prof. El Hassane Hzaine (Afrimag, 2025)

Le lien avec l'IE : une culture de l'information comme prérequis. Pour tirer profit de la ZLECAf, un État africain doit être capable d'identifier les marchés où il est compétitif, de surveiller les pratiques commerciales déloyales, de défendre ses positions dans les négociations. Des pays comme le Maroc (LPI de 3,7, indice de diversification des exportations de 0,78) ou le Kenya (LPI 3,7, EDI 0,68) illustrent ce que peut accomplir un État doté de capacités informationnelles et logistiques solides.<sup>3</sup>

La ZLECAf ne peut pas fonctionner sans une culture IE partiellement développée dans ses États membres. La maîtrise de l'information (identifier les opportunités, anticiper les risques, influencer les normes) est la condition d'entrée dans ce cercle vertueux.

### DOSSIER 3

## Simandou et la Guinée : l'IE comme doctrine d'État

Le projet Simandou est l'illustration la plus saisissante des enjeux d'Intelligence Économique pour l'Afrique. Situé dans le sud-est de la Guinée, ce gisement est l'un des plus grands dépôts de minerai de fer à haute teneur inexploités au monde. Identifié dès la fin des années 1990 par Rio Tinto, le projet a été bloqué pendant près de 27 ans par l'instabilité politique et les conflits d'intérêts entre acteurs. Il est aujourd'hui développé conjointement par Rio Tinto et Chinalco (blocs 3 et 4) d'une part, et par le Winning Consortium Simandou (blocs 1 et 2) d'autre part, en partenariat avec l'État guinéen. Le projet a été officiellement inauguré en novembre 2025.

Pendant des années, la Guinée n'avait pas les capacités informationnelles pour peser dans les négociations avec ces multinationales. Les contrats étaient signés dans une asymétrie informationnelle totale, défavorable à l'État guinéen. Le résultat : des richesses colossales extraites du territoire national, sans retombées économiques proportionnelles pour la population.



Le projet Simandou en Guinée, l'un des plus grands gisements de minerais de fer au monde, au cœur des enjeux géo-économiques africains. © Mining.com

Une dynamique de refondation stratégique. Le Dr Beaugrain Doumougue, ingénieur, double docteur en génie civil et en physique du bâtiment, fondateur du cabinet STRATCO, identifie dans Simandou un « révélateur implacable » : par son ampleur et l'attention mondiale qu'il suscite, ce projet impose à la Guinée de se doter d'une vision stratégique capable d'aligner image, crédibilité institutionnelle et compétitivité économique.<sup>4</sup>

« Veiller, c'est comprendre avant les autres ; protéger, c'est empêcher que les décisions souveraines, les actifs stratégiques ou les entreprises nationales ne soient capturés ou fragilisés ; et influencer, c'est façonner les représentations, orienter les normes et structurer les récits qui conditionnent les choix des investisseurs. »

Dr Beaugrain Doumougue, STRATCO (FinancialAfrik, février 2026)

Sous l'impulsion du Général Mamadi Doumbouya, la Guinée s'engage dans une refondation où souveraineté, discipline stratégique et reconquête de l'autorité de l'État créent une fenêtre d'opportunité pour institutionnaliser l'IE comme pilier de l'action publique. Doumougue plaide pour une doctrine nationale claire, transversale, irriguant l'ensemble de l'action étatique et articulant État, entreprises et territoires.<sup>4</sup>

Cette approche illustre une réalité que d'autres États africains commencent à intégrer : l'IE n'est pas un luxe réservé aux grandes puissances. C'est une grammaire de la puissance accessible à tout acteur suffisamment organisé pour la déployer. Connaître les prix mondiaux du fer, comprendre les stratégies des partenaires, anticiper les tentatives de contournement : voilà ce

qui peut transformer Simandou en vecteur de développement pour la population guinéenne, et pas seulement en dividende pour les actionnaires étrangers.

## ENTRETIEN EXCLUSIF

## M. Stéphane Mortier, PhD, Secrétaire général de l'Institut Africain de la Réflexion Stratégique (IARS)

Ancien responsable adjoint du bureau IE · Direction générale de la Gendarmerie nationale · Expert diplomatie d'affaires, cybersécurité & Afrique

Diagnostic : un IE encore embryonnaire, mais en mouvement

L'IE est globalement au stade embryonnaire ou en construction dans la majorité des institutions africaines. La prise de conscience progresse : le terme figure dans les organigrammes, les textes, les intitulés de postes, mais les pratiques réelles de veille, d'anticipation et de protection de l'information restent rares. « Il y a un écart significatif entre la reconnaissance du concept et sa mise en pratique systématique. » Quelques secteurs font exception : banques centrales, agences d'investissement, ministères des mines, où des tentatives de cartographie des acteurs et de veille compétitive émergent.

Les 3 vulnérabilités majeures identifiées

- Captation de données par des acteurs étrangers : les infrastructures numériques africaines (câbles sous-marins, data centers, applications) sont très largement détenues par des entités étrangères, créant une vulnérabilité systémique de collecte massive.
- Asymétrie informationnelle dans les négociations : lors des contrats miniers, pétroliers ou d'investissement, les délégations africaines font face à des équipes adverses disposant d'analyses fines qu'elles ne possèdent pas elles-mêmes.
- Absence d'influence normative : l'Afrique reste trop souvent absente des espaces internationaux où se construisent les règles et standards qui lui sont ensuite appliqués.

Pays les plus avancés sur le continent

Maroc (le plus structuré : vision stratégique, réseau diplomatique actif, politique d'influence en Afrique subsaharienne), Algérie (service IE dédié rattaché au Ministère de l'industrie), Afrique du Sud (capacités d'analyse héritées de son secteur privé), Rwanda (information stratégique comme levier de développement), RDC (service d'intelligence économique et financière bien organisé) et Guinée (en pleine réflexion d'intégration de l'IE dans ses politiques publiques).

3 priorités urgentes

1. Former les ressources humaines : développer des cursus IE dans les universités africaines et des programmes pratiques dans les administrations. Sans cadres formés, aucun dispositif ne tient.
2. Créer les cadres légaux : lois sur le secret des affaires, des affaires, contrôle des investissements étrangers, textes organisant la veille et la protection de l'information.

3. Construire des réseaux de coopération IE : entre États africains, universités, secteurs public et privé. Des communautés de pratique continentales accéléreraient la montée en compétences collective.

« Les États africains qui investiront dans leurs capacités d'IE dans les cinq à dix prochaines années seront mieux positionnés pour défendre leurs intérêts dans un monde multipolaire de plus en plus compétitif et incertain. »

Stéphane Mortier, entretien avec l'équipe M2 IE · IAE de Poitiers (2026)

---

## Conclusion

Le tableau dressé par Stéphane Mortier rejoint, point par point, ce que nous enseignent les cas de Simandou, de la ZLECAf et des minerais critiques : l'Afrique n'est pas dépourvue de ressources, ni de volonté. Ce qui lui manque encore, dans la majorité de ses institutions, c'est l'architecture informationnelle qui permettrait de transformer ces atouts en puissance réelle. L'intelligence économique n'est pas un outil de plus dans la boîte à outils du développement ; c'est la condition qui rend tous les autres outils efficaces.

Former les cadres, construire les cadres légaux, tisser des réseaux de coopération continentale : telles sont les trois priorités que Mortier identifie pour les années à venir. Une trajectoire exigeante, mais dont les premiers jalons sont déjà visibles, que ce soit dans la refondation stratégique en Guinée, dans les ambitions de la ZLECAf ou dans la manière dont des pays comme le Maroc ou le Rwanda ont fait de la maîtrise de l'information un levier de développement souverain.

La naïveté stratégique n'est plus une option. Et l'Afrique, au regard de ses ressources et de sa jeunesse, a tout pour devenir un acteur de la guerre économique mondiale plutôt qu'un terrain de bataille.

---

## Les auteurs

Ahmed Omar Djama & Timon Costa, Étudiants M2 Intelligence Économique, IAE de Poitiers.

---

## Sources

1. Bronwen Everill, "Critical mineral-rich Africa can look after itself", Chatham House – The World Today, 16 mars 2026. <https://www.chathamhouse.org/publications/the-world-today/2026-03/critical-mineral-rich-africa-can-look-after-itself>
2. Agence Ecofin / Bankable Africa, "Cobalt : la RDC assure 75 % de la production mondiale", 2025. <https://bankable.africa/fr/mines/2710-1897-cobalt-en-neuf-mois-cmoc-produit-deux-fois-ses-quotas-d-exportation-2025-et-2026>
3. Prof. El Hassane Hzaine, "ZLECAF : Un projet d'avenir pour une intégration réussie", Afrimag, janvier 2025. <https://afrimag.net/tribune-zlecaf-projet-davenir-multi-track-pour-integration/>

4. Dr Beaugrain Doumougue, "Guinée : pour une doctrine nationale de l'intelligence économique", FinancialAfrik, 18 février 2026. <https://www.financialafrik.com/2026/02/18/guinee-pour-une-doctrine-nationale-de-lintelligence-economique/>
5. Mining Indaba / Africa Finance Corporation, "Les minéraux stratégiques de l'Afrique et la prochaine révolution industrielle", mars 2026. <https://miningindaba.com/fr/articles/africas-strategic-minerals-and-the-next-indus>
6. Afreximbank, "La hausse du commerce intra-africain se confirme" – rapport annuel 2026, La Tribune Afrique, avril 2026. <https://www.latribune.fr/article/afrique/5855649243524214/la-hausse-du-commerce-intra-africain-se-confirme-mais-revele-une-integration-economique-a-deux-vitesses>